

Un grand marché mondial, la banane.

Olivier Couvreur et Marc-André Léopoldie

Niveaux : 1ères STI2D et Terminales STMG/ST2S

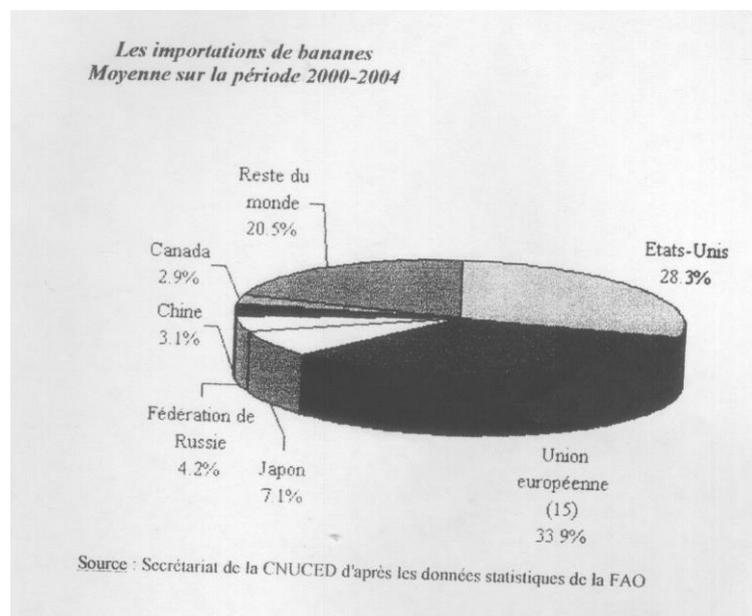
Feuille de route pour le sujet d'étude

Séance	Plan	Notions	Documents retenus
1 heure 30	<p><u>I / Le fonctionnement du marché mondial de la banane</u></p> <p>1) Des consommateurs au Nord.</p> <p>2) Des producteurs au Sud mais pas exclusivement.</p> <p>3) La guerre de la banane sur le marché européen à propos de l'OCM banane</p> <p style="padding-left: 20px;">a) Le contexte de sa création en 1993</p> <p style="padding-left: 20px;">b) Son fonctionnement jusqu'en 2005</p> <p style="padding-left: 20px;">c) Sa remise en cause</p>	<p>Triade</p> <p>Banane dollar Pays ACP Banane communautaire</p> <p>Contingentement Aide compensatoire</p> <p>OMC</p>	<p>L'essentiel peut être vu à partir des chapitres 3 et 4 du DVD sur la banane antillaise. Ou alors avec des documents « papier ».</p> <p>Diagramme : les importations de bananes (source : CNUCED d'après FAO).</p> <p>Diagrammes : la répartition de la production et des exportations (source : CNUCED d'après FAO)</p> <p>Photo : manifestation de planteurs en Martinique au début des années 1990 (source : France-Antilles)</p> <p>Textes : M. Heurteaux, <u>les clés de l'information</u> ou le marché européen de la banane (sources diverses)</p> <p>Texte : l'OMC juge illégaux les tarifs douaniers de l'UE sur la banane (source : communiqué de l'Associated Press)</p>
45 minutes	<p><u>II / Les enjeux pour les Antilles françaises.</u></p> <p>1) Une activité vitale sur le plan économique.</p> <p>2) Les enjeux pour les activités de transport.</p>	<p>Conteneurisation</p>	<p>Article extrait du <u>Point</u> (27 septembre 2007) + Diagramme sur les exportations de la Martinique (source : CCIM)</p> <p>Chapitre 2 du DVD sur la banane antillaise dans la mondialisation.</p>

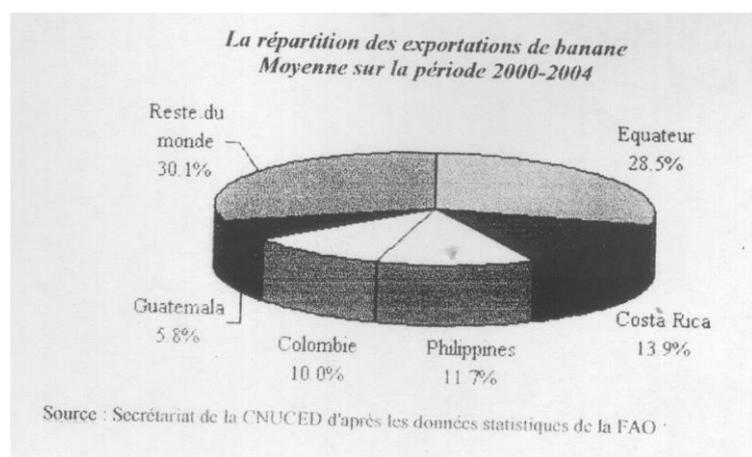
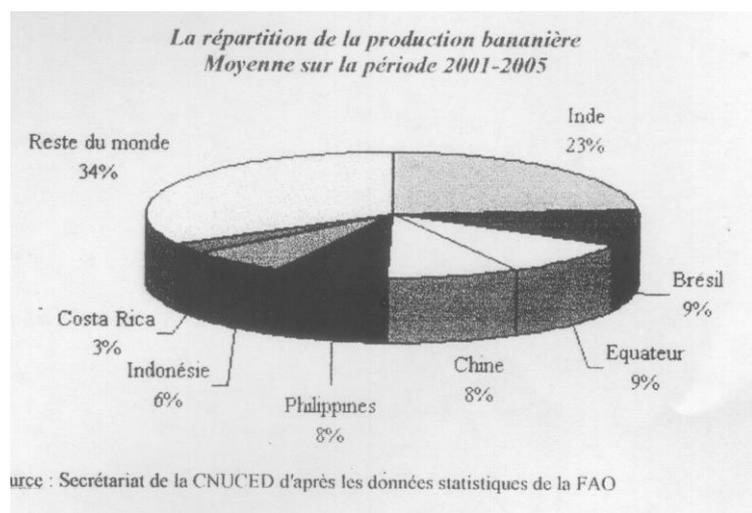
	3) La banane, au cœur de la chaîne agro-alimentaire.	Agro-alimentaire	Organigramme : la filière de la banane (source : CNUCED)
45 minutes	<p><u>III / Une adaptation déjà amorcée mais encore nécessaire.</u></p> <p>1) Sur le plan économique, la modernisation des exploitations.</p> <p>2) Sur le plan commercial, le regroupement des producteurs.</p> <p>3) Sur le plan environnemental, l'évolution vers une agriculture durable ?</p>	<p>FEOGA Coopératives</p> <p>Agriculture durable</p>	<p>Tableau de l'évolution des structures agricoles (source : manuel Antilles – Guyane, Hatier)</p> <p>Photo : publicité pour la banane de Martinique et de Guadeloupe (document personnel) ou logo UE.</p> <p>Chapitre 5 du DVD</p>

I / Le fonctionnement du marché mondial de la banane.

1) Des consommateurs majoritairement au Nord.

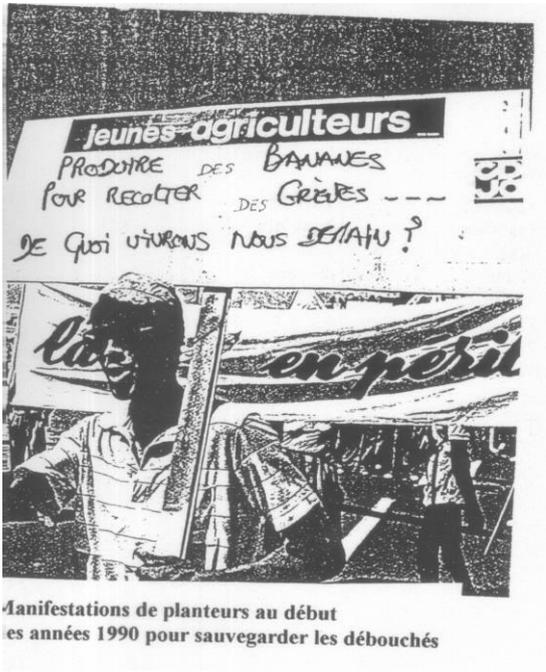


2) Des producteurs majoritairement au Sud.

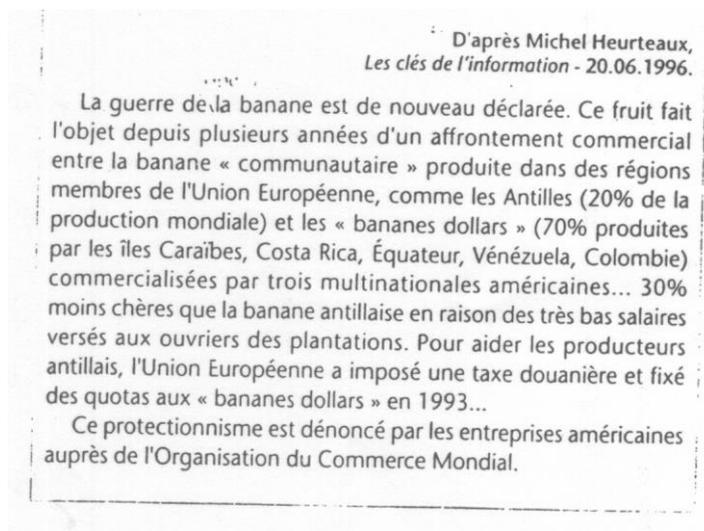


3) La guerre de la banane sur le marché européen à propos de l'OCM banane.

a) Le contexte de sa création en 1993.



b) Son fonctionnement jusqu'en 2005.



OU

L'Europe est le plus grand marché de la banane au monde: 3,2 millions de tonnes vendues.

Le dossier de la banane doit sa complexité à la diversité des lieux de production ainsi que des liens entre l'Union Européenne et ses différents fournisseurs.

Il y a trois strates de production. Les départements d'Outre-mer: la Guadeloupe et la Martinique surtout qui fournissent à elles deux 300.000 tonnes de fruits, les pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) qui fournissent 500.000 tonnes et l'Amérique latine qui exporte sur l'UE deux millions de tonnes. Ces différents acteurs se disputent âprement le marché d'autant que les régimes d'exportation sont très différents. La répartition entre les pays anciennement colonisés et les autres donne lieu à des discussions épiques. Les ACP et les pays d'outre-mer, au nom de la préférence tarifaire, peuvent exporter 800.000 tonnes avec des droits nuls (...) Dans un contexte pourtant favorable au libre-échange, l'UE est

parvenue à protéger les départements d'outre-mer de la « banane dollar », cette banane à très bas prix produite par l'Amérique du Sud.

Sources diverses.

c) Sa remise en cause.

3 : L'OMC juge illégaux les tarifs douaniers de l'U.E sur la banane .

Avec ses tarifs douaniers sur la banane, l'Union européenne ne respecte pas les règles du commerce international, a dénoncé lundi l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ouvrant la voie à des sanctions probables de l'Equateur.

Cette décision, transmise lundi aux parties concernées, a été confirmée par des responsables européens et équatoriens. Il s'agit d'un important développement dans le conflit qui oppose depuis dix ans les pays d'Amérique latine et les Etats-Unis à l'UE.

L'OMC s'était à plusieurs reprises prononcée contre les tarifs douaniers imposés par Bruxelles sur le commerce de la banane, contraignant l'UE à revoir un système qui offre des conditions préférentielles aux pays d'Afrique et des Antilles, pour la plupart anciennes colonies ou actuels territoires français et britanniques.

"C'est une victoire totale", a réagi sous couvert d'anonymat un responsable équatorien après avoir été informé de la décision. "Nous sommes très heureux de ce résultat".

Michael Mann, porte-parole de la commissaire européenne chargée de l'Agriculture Marian Fisher Boel, a confirmé cette défaite. Il a accusé l'OMC d'avoir pris une position "de pure forme" ne prenant pas en compte les données démontrant une hausse des importations européennes de bananes en provenance d'Amérique latine.

L'UE affirmait que le nouveau tarif douanier imposé l'an dernier (176 euros par tonne) respectait les règles de l'OMC. Mais l'Equateur, premier producteur de bananes dans le monde, assurait que ce tarif lui avait fait perdre des parts de marché en Europe, touchant plus d'un million d'Equatoriens dépendant de l'industrie bananière.

La décision doit être annoncée officiellement en mars. L'UE pourra à ce moment-là faire appel. AP

urce : Associated Press le 10/12/2007 18:06

II / Les enjeux pour les Antilles françaises.

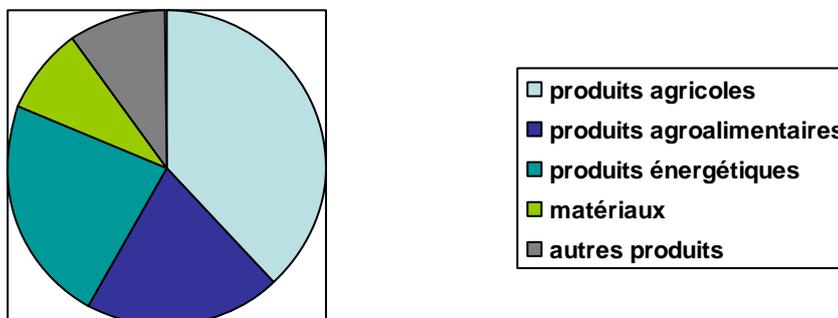
1) Une activité vitale sur le plan économique.

Le fruit jaune n'est pas une monoculture. Mais toute l'économie martiniquaise en dépend étroitement. Elle assure à elle seule 40% des exportations de l'île et occupe 86% des salariés de l'agriculture. 217 000 tonnes de bananes partent chaque année pour l'Europe, surtout la France. Les subventions sont énormes : aux 145 millions d'euros que la banane rapporte aux producteurs martiniquais s'ajoutent 97 millions d'euros de subventions européennes. En 2007, 7 600 hectares sont plantés en banane, contre 3 800 en canne à sucre.

Le Point , 27 septembre 2007

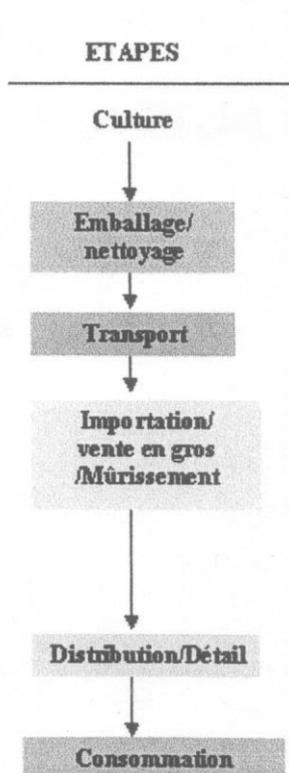
Principaux Produits Exportés (2001) par la Martinique

Répartition de la valeur ajoutée brute par secteur (source: statistiques de la CCIM). Diagramme réalisé par Olivier Couvreur.



- 2) Les enjeux pour les activités de transport (voir DVD).
- 3) La banane au cœur de la chaîne agro-alimentaire

Doc 2 : La Filière de la banane



Source : Secrétariat de la CNUCED

III / Une adaptation déjà amorcée mais encore nécessaire.

- 1) Sur le plan économique, la modernisation des exploitations (source : manuel Antilles-Guyane, Hatier)

Année	Guadeloupe		Guyane		Martinique	
	1989	2000	1989	2000	1989	2000
< 1 ha	4925	2909	723	1108	5504	1606
de 1 à 5 ha	9645	7209	3305	3736	3897	2789
de 5 à 10 ha	1163	1466	269	293	535	545
> 10 ha	421	515	177	181	429	450
Total	16154	12099	4474	5318	10365	5390

- 2) Sur le plan commercial, le regroupement des producteurs.



OU



3) Sur le plan environnemental, l'évolution vers une agriculture durable ? (voir DVD)

Un grand marché mondial : la banane Fiche élève

I / Le fonctionnement du marché mondial.

A / Producteurs et consommateurs.

1) Les consommateurs sont au Nord : il s'agit des 3 pôles de la triade.

2) Les producteurs sont au Sud : il s'agit de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie du Sud Est.

- L'Amérique latine (Costa Rica, Guatemala, Colombie, Equateur) domine largement le marché mondial avec 2/3 des exportations.
- La production y est réalisée par des FTN étasuniennes (Dole, Chiquita...) : c'est la banane dollar qui bénéficie des coûts de production les plus faibles du monde (salaires faibles, peu de charges, grandes exploitations modernes).

3) Cependant, le marché européen est alimenté par 3 ensembles de producteurs bien différents.

- 60 % par la banane dollar.
- 20 % par la banane des pays de la zone Afrique Caraïbe Pacifique (ACP) qui sont d'anciennes colonies européennes avec lesquelles l'UE a passé des accords. Leurs coûts de production sont faibles.
- 20 % par la banane communautaire (Antilles + Canaries surtout) dont les coûts de production sont 3 fois plus élevés (coût + élevé de la main d'œuvre, petite taille des exploitations). Ainsi, la banane européenne ne peut être vendue qu'en Europe (banane martiniquaise : 2/3 vendue en France et 1/3 dans le reste de l'Europe).

Compte tenu de son prix, la banane antillaise ne peut être vendue en Europe qu'en étant protégée. Cela mécontente les concurrents. D'où une guerre de la banane sur le marché européen.

B / La guerre de la banane sur le marché européen.

Elle porte sur l'OCM (organisation du marché commun) Banane.

1) L'OCM banane a été créée en 1993 dans un contexte de crise pour les producteurs antillais qui subissent la baisse des cours à cause de l'augmentation de la quantité de bananes exportée par les pays africains.

2) L'OCM a donc été mise en place pour protéger la banane communautaire mais aussi respecter les accords passés avec les pays ACP. Ainsi :

- La banane dollar est la seule à qui l'on impose des **droits de douane**.
- Le marché est régulé par un **contingentement** (= quotas). La façon dont ils sont fixés a pour but de permettre aux producteurs européens de vendre toute leur production en Europe et aux producteurs ACP de vendre une partie de leur production en Europe sans droits de douane. Par contre, les quotas ont pour but de limiter l'entrée de la banane dollar.

- Les producteurs européens bénéficient d'une **aide compensatoire** : l'UE verse la différence lorsque le cours de la banane est inférieur au tarif réglementaire qu'elle a fixé.

3) Mais l'OCM banane a été en partie démantelée depuis le 1^{er} janvier 2006.

- Les Etats-Unis et les pays latino-américains ont porté plainte contre l'UE auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce pour pratiques protectionnistes. L'UE a été condamnée.
- Mais l'OCM est aussi remise en cause par certains pays européens qui estiment que c'est une politique trop coûteuse.
- Conséquence : l'UE a dû renoncer au contingentement : la banane dollar peut désormais être exportée sans limites en Europe, ce qui fait craindre une baisse des cours et une perte de marché pour les producteurs antillais.

La banane antillaise ne peut survivre qu'en bénéficiant d'une protection au niveau européen. Mais la mondialisation remet de plus en plus en cause cette protection. Elle est donc dépendante d'enjeux mondiaux qui l'obligent à se défendre et à s'adapter. Car à l'échelle locale, la poursuite de cette activité apparaît vitale.

II / Les enjeux pour les Antilles françaises.

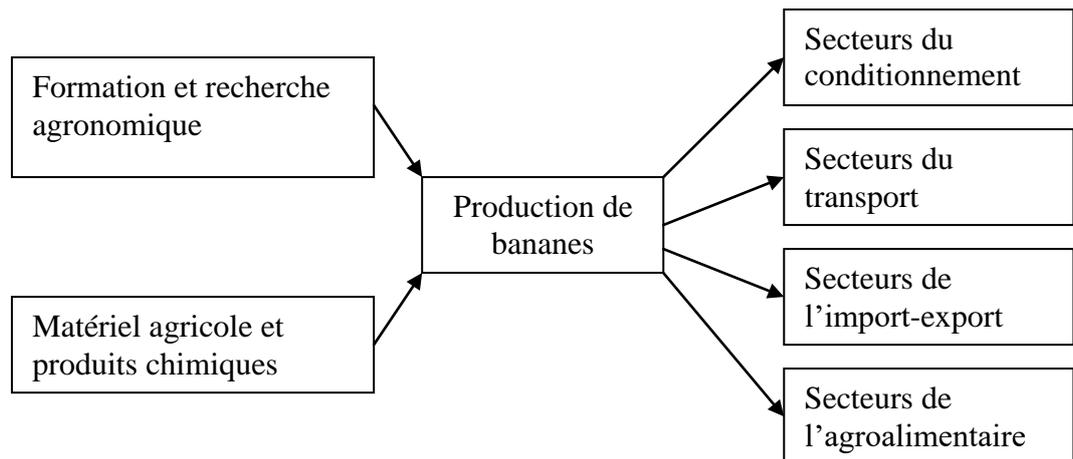
A / Une quasi-monoculture de la banane.

Les Antilles françaises ont fait le choix de la banane dans le contexte de la canne et de l'industrie sucrière dans les années 1960. Le poids de la banane dans l'économie et la société d'aujourd'hui est énorme :

- 1) 80 % de la surface cultivée (monoculture dans le Nord Atlantique).**
- 2) 15.000 emplois directs (10 % de la population active).**
- 3) 40 % de la valeur des exportations de la Martinique.**

B / Une activité qui entraîne beaucoup d'autres.

- 1) La banane crée beaucoup d'activités dans le conditionnement et les transports dont les grandes mutations depuis les années 1960 ont été :**
 - L'emballage en carton qui a remplacé l'emballage canarien => construction de hangars sur les plantations.
 - La modernisation du transport : conteneur (frigorifié / intermodalité camion + bateau), gigantisme des navires.
 - La palettisation qui facilite encore le chargement et améliore la normalisation (standardisation).
- 2) La production de banane est donc le maillon central d'un agrobusiness (ou chaîne agro-alimentaire).**



La banane antillaise constitue donc un enjeu économique vital à l'échelle locale mais son avenir dépend de facteurs externes liés à la mondialisation. Elle peut cependant essayer de s'adapter aux exigences de celle-ci.

III / L'adaptation de la banane antillaise.

A / La modernisation des exploitations agricoles.

- 1) **Elles se sont dotées de moyens techniques de pointe en partie financés par des aides européennes (FEOGA : fonds européen d'orientation et de garantie agricole).**
- 2) **Le nombre d'exploitations agricoles a diminué et celles qui restent ont vu leur superficie augmenter.**
- 3) **Les exploitants se sont regroupés en coopératives (3 en Martinique : Cobamar / Banalliance / Banamart).**

B / Une stratégie commerciale.

1) Une production regroupée vis-à-vis de l'extérieur.

- 90 % de la production martiniquaise est exportée par l'UGP (Union des Groupements de Producteurs).
- C'est la même chose en Guadeloupe avec Karubana.
- L'UGP et Karubana se sont également regroupés.

2) Les avantages de cette stratégie.

- Absence de concurrence entre la banane de la Martinique et celle de Guadeloupe.
- Campagnes publicitaires communes.
- Lobbying plus efficace auprès de l'OCM banane.

C / L'évolution vers une agriculture durable ?

Notion : **agriculture durable** = système de production capable de satisfaire les besoins d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins. Cela suppose des pratiques culturales respectueuses de l'environnement.

1) Un héritage très négatif.

Depuis les années 1960, la Martinique a privilégié une agriculture intensive (recherche de rendements élevés) qui ont eu des effets négatifs sur l'environnement.

- Diminution des ressources en eau à cause de l'irrigation dans le PISE (périmètre irrigué du Sud-Est).
- Dégradation de l'environnement à cause du recours aux produits chimiques : érosion des sols, pollution de l'eau et des terres, notamment par le chlordécone (=> contamination de végétaux et de crustacés qui représente un danger pour la santé). Cette dégradation est irréversible.

2) Quelques améliorations récentes.

- Depuis 5 ans, les producteurs ont diminué de moitié la quantité de produits chimiques utilisés.
- L'UE n'encourage plus à produire plus mais à produire mieux : les subventions dépendent donc d'une production « propre ».
- L'intérêt environnemental rejoint l'intérêt économique : la banane antillaise doit apparaître aux consommateurs européens comme un produit de qualité.

Conclusion : réponse à la problématique : comment la banane antillaise peut-elle s'adapter à un marché de plus en plus mondialisé ?

- C'est une problématique difficile dans la mesure où la banane antillaise est beaucoup plus importante à l'échelle locale qu'à l'échelle mondiale mais où c'est au marché extérieur qu'elle est destinée. D'un point de vue économique, il n'est même pas certain qu'elle soit « utile » au marché européen. L'après Dean a posé la question de savoir s'il ne fallait pas profiter de la catastrophe pour développer une autre activité. Or, a priori, il n'y en a pas d'autre (voir les difficultés rencontrées par la filière ananas).
- L'avenir de la banane antillaise semble donc conditionné par deux éléments, un interne et un externe :
 - . Sur le plan interne, la poursuite de son évolution vers une production de haute qualité. Si beaucoup de progrès ont été accomplis, n'ont-ils pas été remis en cause par l'image de la « banane chlordéconée » ?
 - . Sur le plan externe, le maintien d'une protection européenne. La question est de savoir si elle pourra être efficacement maintenue à l'heure où l'OMC aborde la question de la suppression des subventions agricoles dans les pays du Nord.